



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 19/03/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**HERVÉ**

Route d'Ancenis  
44670 Juigné-Des-Moutiers

**Références :** 2025-184\_INSP\_RAP\_AS\_HERVE – Chenillé  
**Code AIOT :** 0006300211

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement HERVÉ implanté LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 Chenillé-Champteussé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HERVÉ
- LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 Chenillé-Champteussé
- Code AIOT : 0006300211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives (grès armoricains) dont l'exploitant a engagé un dossier de demande d'autorisation environnementale afin de renouveler et étendre l'exploitation.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Détermination des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Risques géotechniques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 3.4.7	Demande d'action corrective	1 mois
9	Eboulement	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005	Demande d'action corrective	8 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R 181-13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prescriptions sécheresse AP site	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III	Sans objet
3	Détermination du volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II	Sans objet
5	Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11	Sans objet
6	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de l'instruction de la demande de renouvellement et d'extension de la carrière dont certains aspects de la demande de compléments ont été développés en enrichis, du suivi de la visite 2024, notamment les propositions d'actions de maîtrise des consommations d'eau et de gestion des épisodes de sécheresse, et de l'examen de l'éboulement survenu sur un front historique dont l'exploitation est achevée depuis près de 30 ans.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Demande de renouvellement et d'extension
<b>Prescription contrôlée</b> – Conformité de la demande d'autorisation environnementale (renouvellement et extension) en cours d'instruction.
<b>Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)</b> – L'exploitant a présenté, le 12/08/2024, un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAENV) visant à renouveler et à étendre l'exploitation de la carrière du « Rocher ». Son instruction a donné lieu à une demande de compléments dont le projet lui a été adressé le 31/10/2024 dans le cadre de la préparation de l'inspection du 12/11/2024, au cours de laquelle les remarques ont été développées et explicitées. La version consolidée de ce document a été adressée le 13/11/2024.
<b>Constats</b> – Depuis cette transmission, des études complémentaires ont été conduites, notamment en réponse à l'inspection du 12/11/2024, sur la stabilité des fronts, l'impact hydrogéologique du projet et la caractérisation des poussières.  L'exploitant et le rédacteur du dossier d'autorisation ont sollicité un point d'avancement visant à s'assurer de la bonne prise en compte de l'intégralité des observations et remarques apparues pendant l'instruction du dossier. Une large partie de la séance a été consacrée à ce point de situation au cours duquel ont été réexaminés les aspects bruits, gestion des eaux et risques d'inondation et d'éboulements.  En particulier, il a été demandé à l'exploitant d'intégrer les expertises du bureau Oolite sur la « Stabilité des fronts » et « Impact hydrogéologique » dans les conditions d'exploitation de la carrière (plan de phasage, mesures de protection...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prescriptions sécheresse AP site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prescriptions sécheresse
<b>Prescription contrôlée</b> – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de

l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées aux périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent actuellement le site.

L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant d'assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les contraintes et les éventuelles mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à la carrière en raison des textes cités ou de sa situation particulière.

**Constats** – Dans sa réponse, l'exploitant a indiqué que l'arrêté du 30/06/2023 est le seul texte réglementaire susceptible d'opposer des contraintes à son exploitation. Depuis sa parution, il surveille quotidiennement pendant la période estivale, la situation locale et les restrictions susceptibles de s'appliquer aux eaux souterraines (exhaures) et superficielles (appoints de La Mayenne) sur le site dédié <https://vigieau.gouv.fr/>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Détermination du volume de référence

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des réductions imposées – Volume de référence

**Prescription contrôlée** – Le volume de référence, auquel les réductions prévues au point de contrôle n° 3 sont appliquées, est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume doit être justifié s'il dépasse la valeur forfaitaire de 5 %.

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – En secteur Ouest de la carrière, le circuit fermé de gestion des eaux du rotolue comprend un bassin de décantation construit sur un radier en béton pour faciliter son curage dont la surverse alimente une réserve tampon. Cette dernière permet le renouvellement de l'eau du rotolue et la compensation des pertes liées aux entraînements des roues des véhicules qui l'empruntent ainsi que le ravitaillement de la tonne à eau utilisée pour lutter contre les émissions de poussières diffuses. Le niveau de cette réserve est maintenu en eau par un pompage d'appoint prélevé dans La Mayenne à défaut de disposer de fosse d'exhaures dans ce secteur de la carrière.

En secteur Est, les collectes en fond de la fouille alimentent, par pompage, un réseau d'asperseurs positionnés le long des pistes de circulation des engins. Cette zone ne dispose pas d'une installation de lavage des roues.

**Constats** – Les prélèvements d'eau de surface dans La Mayenne ou en fond de fouille (secteur Est) sont essentiellement affectés à des mesures de préservation de l'environnement, pour les rabattements de poussières ou les lavages des roues. Seule une fraction de ces eaux contribue au fonctionnement du GNTB (groupe de mélanges de matériaux). Le site n'est pas équipé d'une station de lavage des matériaux ou des véhicules.

L'exploitant a établi son volume de référence à 49 360 m<sup>3</sup>, calculé par différence entre les prélèvements (pompages en fond de fouille) et les apports d'eaux pluviales, ce qui le soumet à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

Par conséquent, en cas de déclenchement de restrictions en application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 par le préfet à la suite d'épisodes de sécheresse, les réductions de consommations de la carrière portent uniquement sur le fonctionnement du GNTB dont l'exploitant devra établir la consommation (voir point de contrôle n° 4).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Déterminations des consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Connaissance des prélèvements

**Prescription contrôlée** – La consommation d'eau prélevée par poste doit être connue précisément pour évoluer le volume de référence évoqué précédemment.

**Constats** – Au-delà de l'approche globale qui détermine la soumission de la carrière à l'arrêté ministériel du 30/06/2023, il est nécessaire d'établir les consommations par poste, une démarche engagée par l'exploitant mais insuffisamment aboutie. En particulier, les postes de consommation suivants doivent être déterminés précisément :

- Fond de fouille – Actuellement le volume évacué par la pompe de fosse est évalué à partir du temps de fonctionnement de la pompe et de son débit nominal de 50 m<sup>3</sup>/h, ce qui génère des incertitudes avec une pompe à débit variable ;
- Prélèvement en Mayenne – Les tuyauteries du circuit de pompage sont installées à demeure mais le compteur est démonté en période hivernale pour le préserver techniquement, l'exploitant indiquant une absence de pompage pendant cette période. Une telle pratique ne peut pas justifier du volume prélevé dans La Mayenne (conformité à l'arrêté du 30/06/2023 et de l'autorisation de prélèvement et d'occupation du domaine public fluvial) ;
- Groupe GNTb – Cette centrale permet de mélanger différentes granulométries de matériaux et d'ajouter de l'eau à ce mélange pour obtenir un produit fini (compactable) contenant 6 % d'eau, soit 3 à 4 % d'eau ajoutée aux 2 à 3 % d'humidité naturellement contenue dans les matériaux.

L'exploitant précise qu'en dehors de l'alimentation du rotolève et des abattages de poussières, l'essentiel de sa consommation d'eau résulte de l'utilisation de sa centrale GNTb. Ainsi, le tonnage de produits issus de la centrale GNTb était de 14 093 t/2024 correspondant à environ 564 m<sup>3</sup> d'eau consommés pour la fabrication de ces produits.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place des dispositifs précis de mesures des consommations de ces postes (par exemple des compteurs d'eau), de lui rendre de compte de leur installation effective et de vérifier que son évaluation du volume de référence reste d'actualité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Surveillance de l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières diffuses

**Prescription contrôlée** – Plan de surveillance des émissions de poussières

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – Les analyses faites au cours des 4 dernières années montrent le respect de la valeur des 500 mg/m<sup>2</sup>/jour de poussières en moyenne annuelle glissante. De plus, chaque mesure a discriminé les poussières minérales et organiques

d'une part et les matières solubles et insolubles d'autre part. Les méthodes de prélèvements et de mesures comme les résultats rendent compte d'une situation satisfaisante.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'examiner la possibilité de renforcer son plan de surveillance des retombées de poussières au niveau du bourg de Chenillé, compte tenu de l'importance de la population concernée par opposition à l'habitat dispersé des zones prélevées sous les vents dominants. L'exploitant a indiqué que le plan de surveillance serait complété en ce sens dès la prochaine campagne de mesures.

Il a également été proposé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures de composés sensibles des poussières (silice, amiante, PM 10) dont l'opportunité de la poursuite ultérieure du suivi serait conditionnée par les résultats obtenus. Les prélèvements doivent respecter une méthodologie utilisée pour les études sanitaires, en l'espèce l'usage du CIP 10 reste réservé à l'évaluation des expositions professionnelles ne répond pas à ce besoin.

**Constats** – La modification du plan de surveillance des poussières a pour objet de renforcer le maillage des points de mesure. Le renforcement de la nature des contrôles des poussières a pour objet de mieux appréhender le risque poussières (risque sanitaire) et répondre aux observations faites au cours de l'instruction du projet de renouvellement et d'extension de la carrière par la DREAL et l'ARS.

En réponse à l'inspection 2024, l'exploitant a fait réaliser, par la société EVADIES (un bureau d'expertise en santé environnementale), une campagne de mesure des poussières sensibles aux abords du site qui s'est déroulée du 10/12/2024 au 17/12/2024 dont les résultats révèle un impact limité sur les populations exposées.

L'exploitant va intégrer les données de cette campagne de mesures ainsi que l'analyse en santé environnementale rendues par cette étude dans le dossier de renouvellement et d'extension de la carrière en cours de rédaction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée** – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l'attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – La zone des « dépôts de produits finis du secteur Est accueille des déchets, notamment de ferrailles, entreposés sans précaution, probablement depuis plusieurs saisons à en croire l'état de corrosion de la benne envahie par les ronces. Des fûts vides (vérifiés) ainsi que diverses pièces métalliques sont également déposés de manière désordonnée à même le sol.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de faire évacuer ces déchets et les matériels obsolètes et de maintenir le site dans un bon état de propreté.

L'exploitant a déclaré avoir fait évacuer les déchets métalliques par la société Cyril CADEAU et sera achevée en début d'année 2025.

**Constats** – Cette nouvelle visite révèlent que les dépôts constatés en 2024 sont en cours de résorption, l'essentiel des ferrailles est évacué. L'exploitant a indiqué que l'évacuation des équipements usagés en plastiques serait très prochainement achevée.

L'inspection a rappelé l'importance de l'état de propreté de la carrière dont le projet sera présenté au public au cours des prochaines semaines.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée –</b> Gestion des matières dangereuses
<p><b><u>Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024) –</u></b></p> <p>La visite de l'espace entretien-maintenance et station service laisse apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ un encombrement des rétentions des produits dangereux dans l'atelier de maintenance et station de distribution de carburants – <b>Vu encombrement résorbé ;</b></li> <li>➤ des stockages de produits en excès sur la rétention de l'atelier de maintenance – <b>Vu résorption des produits en excès.</b></li> </ul> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ transmettre un état des stocks des matières dangereuses présentes sur site – <b>Vu transmis en réponse ;</b></li> <li>➤ indiquer si les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles et accessibles aux exploitants de la carrière – <b>L'exploitant indique les avoir mises à la disposition du site – Information non vérifiée pendant la visite ;</b></li> <li>➤ procéder à un récolement des mesures prises en justifiant qu'elles respectent les FDS et la réglementation en vigueur notamment pour la récupération et le traitement des égouttures – <b>L'exploitant indique avoir réalisé ces récolements – non vérifiés pendant la visite ;</b></li> <li>➤ évacuer et faire éliminer les produits périmés et/ou plus utilisés et transmettre un inventaire exhaustif de ces évacuations – <b>Vu évacuation des produits en excès ;</b></li> <li>➤ gérer la propreté des rétentions des produits dangereux – <b>Vu nettoyage réalisé.</b></li> </ul> <p>L'exploitant indiquait que l'excès des stockages de produits constaté le jour de la visite était notamment dû à une mauvaise gestion des contenants, certains ayant été ouverts quand d'autres contenaient encore le même produit. Les produits identiques ont été regroupés pour limiter le nombre de récipients stockés, les rétentions ont été nettoyées et l'état des stocks des matières dangereuses a été dressé.</p> <p>L'exploitant a confirmé la disponibilité des FDS dont l'analyse n'a pas identifié d'incompatibilité entre les produits entreposés.</p> <p><b><u>Constats</u></b> – Cette nouvelle inspection a mis en évidence une amélioration de la gestion des matières dangereuses liquides entreposées dans l'atelier de maintenance.</p> <p>En extérieur, l'exploitant a disposé une cuve métallique pour le stockage temporaire des huiles usagées dans l'attente de leur évacuation. Cette implantation appelle deux remarques concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les traces d'égouttures à l'extérieur de la capacité de rétention en raison de l'espace trop restreint entre la cuve de stockage et le bord de la cuvette de rétention ;</li> <li>➤ le volume de rétention disponible qui, a priori, ne paraît pas suffisant.</li> </ul> <p><b><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u></b> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en conformité la collecte des égouttures dans la cuvette de rétention et de justifier du caractère suffisant du volume disponible en cas de perte de confinement de la cuve.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Risques géotechniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 3.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des fronts de taille
<b>Prescription contrôlée –</b> Stabilité de la zone exploitée
<p><b>Constats</b> – A la suite de la visite 2024, l'inspection a demandé la réalisation d'une étude de stabilité des fronts en raison des instabilités constatées.</p> <p>Le bureau d'expertises OOLITE, intervenu en décembre 2024, a dressé un état des lieux de la totalité des fronts du secteur Est en exploitation et des fronts Nord du secteur Ouest qui ont laissé apparaître des éboulements. Le front Sud de ce dernier secteur, intact lors de cette visite, n'était pas couvert par le champ de cette visite (voir point de contrôle n° 9). Les observations faites ont été retranscrites sur une carte des instabilités (rapport R. 2024-24_bV1 du 22/01/2025). Pour chaque front appelant des observations, les risques associés ont été répertoriés et évalués, selon le géologue, de faibles à élevés. Pour les principales instabilités décrites, l'expert a émis des préconisations visant à déployer des mesures de protection, d'exploitation et de surveillance.</p>
<p><b><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u></b> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ respecter les préconisations de l'expert OOLITE faites pour chacun des fronts inspecté de chaque secteur de la carrière ;</li><li>➤ joindre les expertises OOLITE au dossier de demande d'autorisation (DDAENV) en cours d'instruction en adaptant le plan de phasage et les conditions d'exploitation aux constats du bureau d'études et en appliquant les préconisations faites.</li></ul> <p>Deux des fronts Nord du secteur Ouest, dont l'exploitation est achevée de longue date, présentent des effondrements de masses et des fracturations importantes. Les recommandations de l'expert portent sur la gestion immédiate des situations rencontrées notamment la protection des secteurs dont l'exploitation est achevée (mise en place de merlons en pieds de fronts, maintien de risbermes) et les conditions futures d'exploitation (éviter le recoupement des glacis ou attaquer la faille perpendiculairement à son sens de formation).</p> <p>En compléments, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ mettre en place une surveillance géotechnique de tous les fronts de la carrière, accompagnée par un tiers expert, pour anticiper et prévenir tout nouveau mouvement de terrain (par exemple des capteurs de surveillance des mouvements avec information du carrier en temps réel, tests de traction, sondages de la roche à l'arrière des fronts...) ;</li><li>➤ analyser les risques géotechniques en tenant compte de l'érosion induite par les épisodes météorologiques fréquents connus au cours de ces derniers mois ;</li><li>➤ limiter (à justifier en cas d'impossibilité) les arrivées d'eaux de ruissellement dans la carrière par un drainage périphérique des zones d'exploitation si besoin.</li></ul> <p>A noter que les demandes de l'inspection, exposées précédemment, qui font suite au rapport d'expertise d'OOLITE, concernent uniquement les fronts examinés par l'expert. L'incident du 14/02/2025, rapporté au point de contrôle 9, fait l'objet d'un traitement spécifique (certaines demandes étant susceptibles d'être identiques).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 9 : Incident – Eboulement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 2.4



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eboulement partiel d'un front historique du secteur Ouest
<b>Prescription contrôlée – Incident – Effondrement d'un front Sud du Secteur Ouest</b>
<p><b>Constats</b> – Le secteur Ouest, situé au plus près de La Mayenne, est la zone d'exploitation historique de la carrière. Sa partie Sud présente la particularité d'intégrer une avancée de terrains naturels, jamais extraite, maintenue en l'état pour assurer la conservation d'un calvaire abritant une vierge blanche qui surplombe La Mayenne.</p> <p>L'exploitation du secteur Ouest a cessé depuis plusieurs décennies et les espaces sont désormais occupés par les installations de traitements secondaires des matériaux, des stockages et des utilités comme le rotoluve et sa station de décantation, l'atelier de maintenance ainsi que des dépôts de matériels.</p> <p>Le 14/02/2025, s'est produit un effondrement partiel de cet avancement rocheux. D'après le premier compte-rendu de l'exploitant, le front concerné (le plus exposé) a été fragilisé par les fortes précipitations de ces dernières semaines qui ont facilité le décrochage de sa partie sommitale, emportant des matériaux situés au-delà de la limite du périmètre autorisé de la carrière.</p> <p>Dès la survenance de l'incident, l'exploitant a restreint l'accès à la zone touchée par un balisage visant à signaler les risques encourus. Il a prévenu le maire de la commune qui a pris un arrêté municipal fermant l'accès au monument tout en renforçant le balisage et la signalétique d'interdiction. Dans le même temps, l'exploitant a diligenté une expertise géotechnique de l'incident par le bureau d'études spécialisé ALIOS, un choix concerté avec la municipalité en raison du manque de disponibilités d'OOLITE. ALIOS a fait une première visite du site et transmis un devis qui a été accepté par le carrier. A date, les parties prenantes restent dans l'attente de ses recommandations quant au devenir de la zone d'implantation de la vierge.</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué être dans l'attente des conclusions et des recommandations des expertises pour engager les travaux de stabilisation du front touché.</p> <p>A noter que l'exploitant a transmis à l'inspection, le 14/02/2025, un courriel visant à l'informer de l'incident (compte-rendu immédiat et deux photographies décrivant l'incident) mais cette information n'est pas parvenue en raison de problèmes informatiques, une copie de ce courriel infructueux a été remise en séance le 19/03/2025.</p>
<p><b><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u></b> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, <b>sous 8 jours, délai de rigueur</b>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ s'assurer et rendre compte du caractère suffisant des dispositions de mise en sécurité de la zone touchée (isolement pour la protection des personnes en partie supérieure comme en pieds de front) ;</li> <li>➤ mettre en place une surveillance du front pour prévenir et anticiper tout nouvel incident (par exemple des capteurs de surveillance des mouvements avec information du carrier en temps réel, tests de traction, sondages de la roche à l'arrière des fronts...).</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, de se positionner et de commenter <b>sous 1 mois, délai de rigueur</b>, :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les résultats de l'expertise géotechnique de l'incident ;</li> <li>➤ le diagnostic de l'état de ce front et des évolutions attendues des terrains compte tenu de leur état actuel ;</li> <li>➤ les solutions techniques (travaux et suivi) de conservation de ce front et de stabilisation des terrains dans la perspective d'une restitution de l'accès au monument ;</li> <li>➤ les décisions écrites de réaliser les travaux ainsi que l'échéancier de leur exécution.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

